

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 09/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SA DACO FRANCE**

3727 RUE ANTONINS

ZA ABLIS NORD

78660 ABLIS

Code AIOT : 0006503133

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2023 dans l'établissement SA DACO FRANCE implanté 3727 RUE ANTONINS ZA ABLIS NORD 78660 ABLIS. L'inspection a été annoncée le 10/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SA DACO FRANCE
- 3727 RUE ANTONINS ZA ABLIS NORD 78660 ABLIS
- Code AIOT : 0006503133
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DACO FRANCE est le leader du conditionnement et de la vente des fruits secs, qu'elle commercialise notamment sous sa marque Daco Bello. En 2017, elle a transféré les activités de son site d'Antony (92) vers l'ancien site exploité par la société GEO au sein de la ZAC d'Ablis Nord.

De nombreux travaux ont été engagés jusqu'en avril 2018 pour transformer le site et l'adapter aux activités de la société, notamment pour passer d'un environnement froid et humide à sec.

Le site accueille 1 bâtiment divisé en 5 zones, construit en 1996 et dont la surface au sol est de 23 460 m<sup>2</sup> sur un terrain d'environ 80 600 m<sup>2</sup> :

- bâtiment administratif sur 3 niveaux ;
- bâtiment principal pour la production et le stockage ;
- bâtiment technique ;
- local de traitement des eaux ;
- local des sources d'eau de l'installation du sprinkler.

Le bâtiment principal, qui comporte un étage partiel et des combles, a fait l'objet d'aménagements pour accueillir les activités de DACO France.

Ce bâtiment principal comporte les zones suivantes :

- quais de réception ;
- zones de stockage de matières premières (entrepôts réfrigérés) ;
- zones de production (déconditionnement et conditionnement des fruits secs) ;
- zone de stockage de produits finis en racks avec une partie spécifique pour l'export ;
- zone de préparation de commandes ;
- quais d'expédition ;
- zone de stockage des emballages en empilage libre avec un quai de réception ;
- local de charge

Les arrêtés préfectoraux complémentaires n°09-147-DDD du 05/11/09 et n°2014034-0001 du 03/02/14 encadrent les activités anciennement exercées par la société GEO.

Un porter à connaissance a été adressé par la société DACO FRANCE pour présenter les modifications apportées au site et mettre à jour la situation administrative du site.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la situation administrative ;
- la prévention du risque industriel ;
- la gestion de l'ammoniac.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 13/02/2014, article 2.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 3.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Ammoniac	Arrêté Ministériel du 25/05/2006, article 3.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Plan des zones à risques	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 4.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Moyens de lutte et de protection contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Installation électrique	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 3.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 07/11/2011, article R512-56	/	Sans objet
8	Distance du stockage de polymères aux limites de propriété	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.1	/	Sans objet
9	Accessibilité pompiers	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.5	/	Sans objet
10	Eclairage et chauffage	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.12	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la reprise du site, la société DACO FRANCE a engagé d'important investissements pour adapter les installations à ses activités et mettre aux normes certains équipements.

Les efforts doivent se poursuivre notamment concernant l'entretien des dispositifs de lutte et de protection contre l'incendie.

Par ailleurs, la situation administrative doit être réévaluée au regard des évolutions récentes de la nomenclature des ICPE et en lien avec le guide d'application de la rubrique 1510 élaboré par le Ministère de la Transition Ecologique.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/02/2014, article 2.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau du chapitre 1.2 du titre 1 est remplacé par le tableau n° 1 en annexe			
Rubrique	Libellés des rubriques avec seuils	Volume des activités	Régime de classement
2221-B	Alimentaires ( <i>préparation ou conservation de produits</i> ) d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour animaux de compagnie, la quantité de produits entrant étant supérieure à 2 t/j	Quantité de produits entrant : 70 t/j	A

2925	Accumulateurs ( <i>ateliers de charge d'</i> ), la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale de courant continu utilisable de : 88 kW	D
2910-A-2	Combustion, l'installation consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, la puissance thermique de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	2 chaudières consommant du gaz, de puissance totale 6,84 MW	DC
2921-2	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ( <i>installation de</i> ). Lorsque l'installation est de type circuit fermé	6 TAR en circuit fermé de puissance totale 4 885 KW	D
2921-1-b	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ( <i>installation de</i> ). Lorsque l'installation n'est pas de type circuit fermé. La puissance évacuée étant inférieure à 2000 kW	TAR en circuit ouvert de puissance 110 0 kW	D
3642-3 <sup>(1)</sup>	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus de matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10 ou égal à $[300 - (22,5 \times A)]$ dans tous les autres cas. « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.	80 t/j	A
2220-2	Alimentaires (Préparation ou conservation de produits) d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc. ) à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles et des aliments pour le bétail, mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes, la quantité de produits entrant étant supérieure à 2 t/j, mais inférieure ou égale à 10 t/j	10 t/j	DC
1185-2 a)	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication , emploi, stockage) - Emploi dans des équipements clos en exploitation - Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	1 500 kg	DC
<sup>(1)</sup> Les installations exploitées relèvent de la directive n°2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution). Son bilan de fonctionnement date de 2008. Au titre de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique 3642 de la nomenclature constitue la rubrique principale de l'activité, et le document de référence sur les meilleures techniques disponibles (MTD) « Industrie agro-alimentaires et laitières » d'Août 2006 désigné « BREF FDM » constitue le document de référence applicable à cette rubrique principale. Dans ce cadre, la révision du bilan de fonctionnement des installations de la société sera effectuée à l'issue de la prochaine révision du BREF FDM. »			

**Constats :**

La société DACO BELLO s'est installée dans les locaux anciennement exploités par la société GEO (découpe et préparation de viande, notamment), qui a été liquidée en juillet 2017.

Le 31/05/2018, elle a procédé à une déclaration de changement d'exploitant via le formulaire cerfa n°15273\*02.

Il sera donné acte au changement d'exploitant dans un courrier spécifique.

Le 06/12/2018, elle a adressé un porter à connaissance relatif aux modifications apportées au site au regard du changement d'activité mis en œuvre.

Selon ce porter à connaissance, les activités désormais exercées sur le site consistent principalement à du conditionnement de fruits secs et relèvent du classement suivant :

Rubrique	Alinéa	A, E, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé	Unité
1511	2	DC	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature	Stockage de matières premières 1163 palettes (estimé à 2m3/palettes) + 266 big bag  Stockage de produits finis : 3400 palettes (estimé à 2m3/palettes)  Soit 9658 m3	Volume susceptible d'être stocké	$5\,000 \leq x < 50\,000$	9658	m <sup>3</sup>
2260	1	DC	Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels	Ensacheuses, trémies vibrantes, élévateurs, etc	Puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation	$100 < x \leq 500$	160	kW
2662	2	DC	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Bobines de film plastique 400 emplacements 2m3/emplacement	Volume susceptible d'être stocké	$100 \leq x < 1\,000$	800	m <sup>3</sup>
2910	A2	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	2 chaudières gaz : 3,42MW dont 1 à l'arrêt définitif 2 groupes électrogènes fioul : 0,8 MW	Puissance thermique nominale totale	$1 \leq x < 20$	8,44	MW
2921	2	DC	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle	TAR004 (1100kW) et TAR006 (410kW)	Puissance thermique évacuée maximale	$< 3000$	1510	kW
1530	-	NC	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	400 palettes de cartons (2m3/palette)	Volume susceptible d'être stocké	$1000 < x \leq 20000$	800	m3
2925	2	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs	Un local de charge	Lorsque la charge produit	$> 600$	80	kW

Rubrique	Alinéa	A, E, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé	Unité
			électriques		de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable  « Batterie gel » pur plomb pas d'émission d'hydrogène.			
4734	1	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	1 cuve enterrée à double peau de 10000 litres de fioul dédiée à l'alimentation des groupes électrogènes	Quantité totale susceptible d'être présente	50 d'essence ou 250 au total $\leq x < 1\ 000$ au total	8,4	t
4735	2	NC	Ammoniac		Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg, quantité susceptible d'être présente dans l'installation	$150 \leq x < 1500$	100	kg

Par ailleurs, par mail du 26/07/2019, l'exploitant a transmis un complément d'information relatif à un projet de Torréfaction (torréfacteur électrique de puissance 160kW). L'installation relève donc du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2220 à hauteur de 10t/j.

Par mails du 22/10/21 et le 21/03/22, l'exploitant a informé l'inspection de la mise à l'arrêt définitif des TAR le 19/10/21. L'installation ne relève donc plus de la rubrique 2921.

*L'instruction du porter à connaissance et des compléments est en cours et fera l'objet d'un retour spécifique.*

Lors de l'inspection, un point sur la situation administrative a été réalisé pour évoquer les évolutions de classement.

**Classement au titre des rubriques 1510, 1511, 1530 et 2662**

L'incendie industriel survenu sur le site de Lubrizol à Rouen en septembre 2019 a conduit le gouvernement à définir, puis à mettre en œuvre un plan d'action afin de mieux prévenir un tel scénario accidentel.

À cette fin, la réglementation des installations classées a évolué, notamment son appréciation sur les dangers que présentent les entrepôts et les exigences de sécurité requises pour la maîtrise de leurs risques. Ces évolutions, en proportion de l'enjeu, ont des incidences sur les installations existantes qui obligent à une réévaluation du classement ICPE, à de nouvelles mesures organisationnelles et, le cas échéant, à de nouveaux dispositifs techniques.

Il convient de s'appuyer sur le guide d'application de la rubrique 1510 réalisé par le Ministère dans sa version de février 2023, qui prévoit de :

1. recenser les IPD (installations pourvues d'une toiture dédiées au stockage) ;
2. identifier les différents groupes d'IPD (ensemble constitué d'IPD distants de moins de 40m) ;
3. identifier les groupes d'IPD qui constituent une exception prévue par le libellé de la rubrique 1510 (entrepôt contenant moins de 500t de combustible, entrepôt exclusivement frigorifique ou entrepôt utilisé pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique) et les comparer aux seuils des rubriques correspondantes ;
4. déterminer les volumes à comparer aux seuils de la rubrique 1510 (volume de l'entrepôt et non volume dédié au stockage) pour l'ensemble des groupes d'IPD qui ne constituent pas une exception (cf point précédent) ;
5. évaluant le classement au titre des rubriques 4xxx et de la directive Seveso en considérant la totalité des substances, matières ou produits susceptibles d'être présentes au sein de l'ensemble des IPD du périmètre pouvant conduire à un classement au titre de la rubrique 1510.

Selon la définition de la rubrique 1511 et le guide susvisé, un entrepôt exclusivement frigorifique est un groupe d'IPD (ou une IPD isolée) qui respecte les deux conditions suivantes :

- une partie ou l'ensemble du groupe d'IPD (ou de l'IPD isolée) est maintenu dans des conditions de température et/ou d'hygrométrie régulées et à une température inférieure ou égale à 18° C en fonction des critères de conservation propres aux produits.
- La quantité de matières ou produits combustibles, autres que les matières ou produits conservés au sein de la partie frigorifique (partie de l'entrepôt dont la température est régulée), est inférieure ou égale à 500t ; même si ces matières appellent un classement au titre d'une ou plusieurs autres rubriques.

Selon le porté à connaissance du 06/12/2018, le stockage est opéré dans des entrepôts, sous température positive contrôlée.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la température était maintenue entre 15 et 20 °C par un système Free cooling.

Il n'a pas été en mesure de justifier de la quantité de matières combustible conservées hors des zones maintenues à moins de 18°C.

Par ailleurs, le site comporte au sein d'une même zone une activité de stockage et un atelier de production. Selon le guide, en l'absence de séparation physique REI120 entre la zone de stockage et la zone de production, l'ensemble du volume (zone de stockage + zone de production) constitue une IPD.

Ainsi, l'exploitant doit réévaluer le classement de son site au titre de la rubrique 1510, 1511, 1530 et 2662, au regard des évolutions apportées à la nomenclature des ICPE et du guide d'application de la rubrique 1510.

A noter que dans le cas où les zones de stockage ne sont pas considérées comme des entrepôts frigorifiques, si les matières combustibles représentent plus de 500t et si les ateliers de production ne seraient pas isolés par des dispositifs REI120, alors l'ensemble du volume du bâtiment serait à considérer pour le classement au titre de la rubrique 1510. **L'installation serait alors susceptible de relever du régime de l'enregistrement au titre de cette rubrique.**



**Classement au titre de la rubrique 4735**

L'exploitant déclare avoir diminué les quantités d'ammoniac sur site : il dispose désormais de 2 groupes de 26kg et 30 kg. Le site ne serait ainsi plus classé au titre de cette rubrique.

Conclusion : Le classement ICPE du site n'est pas à jour.

L'exploitant doit réévaluer son classement au titre de la rubrique 1510 par la méthode prévue par le guide d'application réalisé par le Ministère dans sa version de février 2023 (estimation du volume de l'entrepôt, définition des quantités par matières et par cellules) et, ainsi, au titre des rubriques 1511, 1530 et 2662.

Dans le cas où l'installation relèverait du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510, l'exploitant sera tenu, conformément aux articles R512-46-1 à R512-46-6 du code de l'environnement, de régulariser la situation en déposant un dossier d'enregistrement sur la plateforme :

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R62282>

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais** : 2 mois

**N° 2 : Contrôle périodique**

**Référence réglementaire** : Code de l'environnement du 07/11/2011, article R512-56

**Thème(s)** : Situation administrative, Contrôle périodique

**Point de contrôle déjà contrôlé** : Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66. La demande précise la ou les rubriques de la nomenclature dont relèvent les installations à contrôler ainsi que la date de mise en service de chacune d'elles.

**Constats :**

Dans le cas où l'installation relèverait du régime de la déclaration, comme premièrement évalué dans le porter à connaissance, l'exploitant sera tenu de procéder à un contrôle périodique par un organisme agréé.

Pour rappel :

- la fréquence de contrôle est de 5 ans, voire 10 si le site est certifié ISO 14001 ;
- les 2 derniers rapports sont tenus à la disposition de l'inspection ;
- si le rapport met en évidence des non conformités majeures, l'exploitant est tenu de :
  - adresser à l'organisme de contrôle, sous 3 mois max après la réception du rapport, un échéancier des actions correctives attendues ;
  - mettre en œuvre les actions ;
  - procéder, dans un délai d'un an, à un contrôle complémentaire portant uniquement sur le suivi des non conformités majeures.

**Type de suites proposées** : Sans suite

**Proposition de suites** : Sans objet

### N° 3 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, état des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Selon l'exploitant, les matières et emballages qui arrivent sur le site font l'objet d'un agréage à leur réception (contrôles visuel et de température notamment) puis d'une réception informatique qui permet de mettre à jour l'état des stocks.  Les stocks sont gérés majoritairement en code NSC, code « contenant » correspondant à une palette, et accessoirement en article/lot, code correspondant à une matière ou emballage d'un lot. En sortie de fabrication, un nouveau code est généré pour les colis. Ce code fonctionne majoritairement en article/lot.  L'exploitant indique que l'état des stocks est accessible en temps réel, à distance et à tout moment, tant que le réseau fonctionne.  Les unités utilisées dans l'état des stocks diffèrent selon la matière ou typologie de produit (masse, unité, pose, ...), ce qui ne permet pas d'évaluer rapidement la quantité stockée. Selon l'état des stocks, seraient présentes 600t de matières premières dont environ : <ul style="list-style-type: none"><li>• part des combustibles recensé directement en kg : 17t de combustibles ;</li><li>• 550 palettes bois 40*40 ;</li><li>• 7406000 pose de films, estimés à 40t par l'exploitant.</li></ul> La quantité de matières combustible n'a pas pu être évaluée lors de l'inspection. L'exploitant considère qu'il est peu probable que les combustibles soient stockés à plus de 500t.  L'inspection relève que l'ammoniac n'est pas suivi dans l'état des stocks.  Conclusion : L'état des stocks ne permet pas d'évaluer facilement la quantité de matières présentes sur site (unités diverses : kg, unité, pose, ...). Il ne fait par ailleurs pas apparaître l'ammoniac.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2006, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Ammoniac
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les pictogrammes de dangers apposés sur les machines et tuyauteries d'ammoniac ne font pas apparaître l'ensemble des pictogrammes prévus par la classification harmonisée : <ul style="list-style-type: none"><li>• seuls les pictogrammes SGH06 (toxicité aigüe) et SGH07 (nocif, irritant) apparaissent sur les tuyauteries ;</li><li>• seul le pictogramme SGH06 apparaît sur la machine ;</li><li>• la classification harmonisée approuvée par l'Union Européenne reprend les pictogrammes SGH04 (gaz sous pression), SGH05 (corrosif), SGH06 et SGH09 (dangereux pour le milieu aquatique).</li></ul> La présence de 4 bombonnes d'ammoniac gazeux a également été constatée. Les pictogrammes présents sur celles-ci sont cohérents avec la classification harmonisée. L'exploitant indique que ces bouteilles sont en attente d'enlèvement par un prestataire.  Le dernier rapport de calibrage gaz du détecteur d'ammoniac a été réalisé le 30/03/23 et conclut au bon fonctionnement de l'appareil.  Conclusion : L'étiquetage sur les machines et tuyauteries d'ammoniac n'est pas cohérent avec la classification harmonisée de cette substance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 5 : Plan des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des zones à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulation de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant doit disposer d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.
<b>Constats :</b> Le plan des zones à risques n'a pas été remis à jour depuis la reprise par Daco France. Selon l'exploitant, des échanges ont eu lieu avec le SDIS à ce sujet. Une reconnaissance sur le site sera prochainement réalisée.  Conclusion : Absence de plan des zones à risques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : Moyens de lutte et de protection contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;</li><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local.</li></ul> Ces matériels doivent être correctement entretenus et maintenus en bon état. Ils doivent être vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Pour rappel, l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/11/09 délivré à la société GEO prévoit que les ressources en eau suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 6 poteaux incendie privés ;</li><li>• environ 30 RIA ;</li><li>• un bassin de rétention des eaux d'extinction incendie d'environ 1 500 m<sup>3</sup> (en partie Nord du site) ;</li><li>• une installation de détection incendie dans les locaux techniques et autres locaux non</li></ul>

- protégés par sprinkler ;
- un système sprinklage ;
- des extincteurs ;
- des porte coupe feu ;
- une bâche de capacité 480m3 située en limite de terrain.

Le dernier rapport de contrôle des poteaux incendie (01/22) relève que :

- le système de purge est hors service pour les poteaux 504 et 502 et non fonctionnel pour le 505 (ouverture complète impossible) ;
- les autres poteaux délivrent au moins 120m3/h à 1 bar.

Le rapport ne précise pas si les mesures des débits ont été réalisés sur plusieurs poteaux simultanément.

Par ailleurs, l'inspection constate que des poteaux incendie sont présents au centre d'une large zone enherbée, délimitée par un trottoir. Il conviendra de s'assurer auprès des services de secours que cet aménagement leur permet de stationner et de se raccorder aux poteaux.

L'exploitant présente le dernier rapport de contrôle des extincteurs (20/04/23) ainsi que le devis associé pour le remplacement des différents équipements. L'intervention a lieu le jour de l'inspection. Le rapport de contrôle Q4 sera transmis après l'intervention.

La date mentionnée sur les macarons des équipements contrôlés par sondage par l'inspection lors de la visite est cohérente avec celle du rapport.

L'inspection constate qu'un extincteur dans la salle de torréfaction est difficile d'accès car il nécessite de faire le tour du torréfacteur.

Le rapport de contrôle des RIA (20/04/23) conclut que, sur les 37 équipements, 2 sont hors service et 3 présentent une fuite.

L'inspection constate que l'équipement n°21 au rdc de la zone de mélange est endommagé.

Le rapport de contrôle du système de sécurité incendie (14/03/23) conclut que celui-ci est fonctionnel. Des recommandations sont néanmoins émises.

L'exploitant précise que le système a entièrement été revu à la reprise du site (environ 300k€ d'investissement).

La levée de doute est réalisée par caméra par la société de surveillance. En cas d'intrusion, la société de surveillance contacte directement la gendarmerie puis Daco France. En cas d'incendie, elle contacte l'astreinte Daco Bello.

Ce rapport précise que l'ensemble des portes coupe-feu est hors service. Leur remplacement est en cours.

Le test de fermeture de la porte coupe-feu du local de charge n'est pas concluant.

Le dernier contrôle du sprinklage a été réalisé le 26/05/23, le rapport n'a pas encore été reçu.

Le rapport du contrôle du 25/10/22 (Q1) relevait des observations et non-conformités à lever au plus vite. Les travaux ont été réalisés par l'exploitant mais par encore reçus (230k€ d'investissement).

A noter que la bâche de capacité 480m3 mentionnée dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/11/09 correspond aux cuves sprinklage.

L'inspection constate la présence d'un peu de végétation dans le bassin de rétention des eaux incendie. L'entretien du bassin est annoncé par l'exploitant pour juillet 2023.

L'inspection constate également que l'issue de secours dans la salle des machines est fermée à l'aide d'un cadenas.

Conclusion : Les derniers rapports de contrôles des équipements de lutte et de protection contre l'incendie relèvent :

- le système de purge de plusieurs poteaux incendie ne sont pas fonctionnels ;
- le contrôle des débits délivrés par les poteaux n'est pas réalisé en simultanément ;

- 2 RIA sont hors service et 3 présentent une fuite. Le RIA n°21 au rdc de la zone de mélange est endommagé ;
- les portes coupe-feu sont hors service.

Le dernier rapport de contrôle du sprinklage est en attente de réception.

L'exploitant devra s'assurer auprès des services de secours que l'aménagement prévu autour des poteaux implantés au sein d'une large zone enherbée, délimitée par un trottoir, leur permet de se stationner et de se raccorder aux poteaux.

L'exploitant pourra évaluer l'opportunité de déplacer l'extincteur présent dans la salle de torréfaction afin de faciliter son accessibilité.

Une issue de secours de la salle des machines est fermée par un cadenas.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 7 : Installation électrique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 3.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installation électrique

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

### **Prescription contrôlée :**

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par les textes réglementaires en vigueur fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.

### **Constats :**

Le dernier rapport de contrôle de l'installation électrique Q18 du 16/02/23 relève 32 observations dont 9 déjà relevées (sans date précise). Elles portent sur l'absence ou l'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités et sur l'absence ou l'inadaptation ou le non fonctionnement des dispositifs assurant la signalisation ou la coupure au 1er défaut d'isolement.

Le tableau de suivi des anomalies recense que 69 % des anomalies ont été traitées, notamment toutes celles de priorité 1. Restent encore à traiter 6 anomalies de priorité 2 et 4 de priorité 3.

Le rapport de contrôle de l'installation électrique par thermographie Q19 du 14/02/23 ne relève aucune anomalie.

Conclusion : 10 anomalies relevées dans le dernier rapport de contrôle de l'installation électrique Q18 restent encore à traiter.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Distance du stockage de polymères aux limites de propriété**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Polymères
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si l'installation respecte au moins l'une des conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- elle est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage,</li><li>- elle est séparée des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant, le cas échéant, d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</li></ul> Dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à une nouvelle déclaration (art. 31 du décret du 21 septembre 1977), la distance précitée peut être inférieure à 10 mètres sous réserve que l'installation respecte les deux conditions mentionnées ci-dessus simultanément.
<b>Constats :</b> Les distances de sécurité sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Accessibilité pompiers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins le demi-périmètre, par une voie-engin d'au moins 4 mètres de largeur et 3,5 mètres de hauteur libre ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.
<b>Constats :</b> La largeur minimale de la voie engin est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Eclairage et chauffage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, entrepot
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement. Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situera en dehors des "zones de stockage". L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nue est à proscrire. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles. Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des "zones de stockage".
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'éclairage est électrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet